L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEBBE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 29 DECEMBRE 1860.

G. P. WEBBE, E. DUFOUR, C. GARDY } Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, SAMEDI MATIN, 29 DECEMBRE.

☞ Voir la seconde page, pour :

Le Feuilleton.
Le Bulletin Commercial,
Les Marché aux Bestiaux,
Le Mouvement du Port,
Les Dépari des Steamers et Bateaux.

Abonnés à la Semaine.

Les personnes de l'Abeille sont autorisées à renouveler des abonnements "à la semaine" à raison de 25 cents pour les dix numéros. On paiera ces personnes.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par H. Vignié, à 11 heures.—De riche et bel ameublement général de Mousseline matelas, couchettes Canapé et Fauteuil de Jenny.

Par H. Roger & Co. Nos 65 et 67 Vieilles-Levée,—Chaussures, chaussons et vêtements d'hiver.

Par la même, sous réserve, à 10 heures, à leur magasin d'encan,—Chapeaux pour hommes et pour enfants.

Par B. Turpin, sur le Levée, en plaid de la rue de Pilie-plait—Vins, Eaulles, pâtes fraîcheurs, liqueurs, cassonade, etc.

Par Vincent & Co., No 39 rue de la Bourse,—Rubans, velours, colerins, mouvements, modes, etc. (Grande vente).

Par G. S. Fortell, à 4 heures, rue Morgan, entre Champs-Elysées et Française,—Meubles, meubles en toutes espèces.

Par D. Magnity, à 11 heures,—A la Levée, entre Peydras et Lafayette,—Poêles carrés.—A midi, dans la rue des Magasins, No 61,—Beauf assez pour famille.

Par le Sheriff, aujourd'hui à 10½ heures A. M., rue Libertà, entre Commerce et Gasquet, les Bâtisses,—Bigot, meubles et autres objets dépendant de la succession de feu Paul Emile Johns.—A 4½ heures P. M., rue Carondelet No 10, 1er District,—Meubles d'salon, canapé, un coffre-fort.

Napoléon III et les ultra montains.

La lutte continue en France, entre l'empereur et le parti ultramontain. Les dernières nouvelles indiquent que le Pape loin de céder aux conseils qui lui ont donné et de renvoyer le cardinal Antonelli, affecte une attitude hostile. Il aurait, assure-t-on, engagé l'archevêque de Paris à ne démettre de son titre de membre du conseil privé de l'empire. Le cardinal Morlot aurait répondu que s'il abdiquait son titre civile, il abdiquerait aussi son siège épiscopal.

L'archevêque de Lyon a publié une virulente pastorale, en réplique à la circulaire de M. Billault sur la souscription du denier de St Pierre. L'empereur est décidé à triompher de ce mouvement rétrograde et de cette résistance aux idées modernes. Voici une anecdote qui indique quelles sont ses vues :

"L'évêque de Versailles, dans une entrevue avec l'empereur, s'engagé de révolter en intéressée sur l'état de l'Eglise et de lui rapporter la réponse de Napoléon III, qui était en train de fumer, l'accueil fut froid et distant, puis lui serait répondu : "Votre amitié vous fait honneur, monseigneur ; mais le pouvoir temporel du pape n'est plus compatible avec notre civilisation, et il faut que nous le laissions s'étendre mon cigare."

Il a paru, Il y a quelque temps une brochure intitulée "Pape et Empereur" qui a provoqué une certaine émotion ; on en annonce une autre qui aura pour titre "Le trône et l'autel". Nous soupçonnons un *Siècle* l'article suivant qui contient l'analyse de l'écrit de M. Cayla et quelques observations fort justes sur l'utilité de la distinction entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel.

PAPE ET EMPEREUR.

Il y a près de huit siècles que l'Etat en France ne prédispose de ses propriétés de son siège. Il a fait, on peut que nous ne soyons pas ouverts par Rome, ou pour que nous ne prêtions pas avec elle, à la plus grande partie de fermeté et la plus grande modération. Beaucoup de royaumes et notamment l'Angleterre, n'ont pas eu assé la patience que nous avons montrée, et sont, pour être indépendantes, rentrés violemment de giron de l'église romaine.

Les derniers événements, la marche de démembrement furieuse qui s'est emparée de quelques pédants, la mauvaise volonté que la généralité du haut clergé a déployée dans la grande question nationale ont fait France, ont ouvert les yeux à tous ceux dont les amis de la papauté temporelle sont pris à parti de cette institution contre la guerre, le désirer de bonne foi, et ceux qui ne considèrent les plus pauvres où, comment on sera bientôt de la misère, il aurait été si utile à mille autres circonstances, de trouver une révélation, le souvenir de ces fameuses séparations du mouvement de l'ère moderne entre les peuples et le saint-siège. Nous nous permettons de rappeler à France, où l'achever à la foi catholique, un exemple assez à la plupart de nos rois et avec nos ancêtres qui n'a à nos demandes s'il n'y aurait pas lieu de consulter le clergé français sur une telle façon, qu'en cas d'une future cause entre deux pouvoirs, l'histoire et comme celle d'aujourd'hui avec l'intermédiaire, on ne devrait pas se livrer pas au foyer d'agitation et de conspiration.

En effet, qui est-ce qui, dans un pays, doit être le plus vivement national si ce n'est le clergé ? Le clergé d'où doivent venir nous les saints exemples ! Qu'est-ce que l'indépendance depuis d'une nation dont le clergé reçoit ses ordres d'un souverain étranger, s'agiter à se voir, pour ainsi dire, forcé d'être enfin en Etat dans l'Etat ? Evidemment, chaque jour l'indépendance de cette nation est mise en péril, sous matérialisme, moralement au moins.

Nous n'avons pas mission de compliquer le gouvernement actuel. Mais longtemps à la place un gouvernement timide, indécis, balançant comme celui de l'Espagne d'il y a quelques années ; timoniant un peuple à coups mous que le peuple français, en deux mêmes pour Août et en France, en 1830, grâce aux excès, dans de quelques préliens, une sorte de guerre civile.

Ce spectacle, compte cela devait arriver, a profondément ému et l'esprit, et pour l'avenir à la tranquillité publique, pour faire que la France ne puisse être dépendre par la mauvaise volonté de personne à de fâcheuses agitations, chacun propose aujourd'hui son système. Ainsi que le chose a lieu en pareil cas, on ne s'arrête point à des vernes de conciliation.

Pour combattre la mauvaise influence de Rome, Napoléon III, dans ses œuvres, avait en quelque sorte exposé un système. Ce système, qui n'a été adopté, aurait présenté bien des partis d'établir d'élever les jeunes prêtres avec le reste de la jeunesse et de n'avoir pas pour eux des séminaires spéciaux où, dès l'enfance, on les imprègne de l'esprit romain. Mais aujourd'hui la transformation de l'enseignement clérical,—par le disparu ou presque tout à fait,—la jeunesse française,—paraît plus difficile. Quand même nous le dirions, beaucoup de personnes prononcé-ait-il à des moyens plus énergiques et plus sûrs.

M. J.-M. Cayla, est de ce nombre. Il a vu notre exposé auquel nous avons fait de chorgé et sont livrés dans un dernier temps, pour établi qu'ils ont semblé contre cent-là même. Ils ont, à notre avis, fait faire un pas à la discussion complète de la question. Ils ont mis en évidence d'après et trouvé des solutions.

On comprendra que nous ne voulîmes pas entrer dans le fond du débat. Nous disons seulement que nous croyons qu'il y a dans la conscience de la France une tendance qui explique cette idée de séparation. La permanence de la lutte entre l'esprit ultramontain et l'esprit gallican remplit notre histoire. Mais, probablement à cause de cela, pour personne que l'on peut trouver dans ces mêmes traditions des moyens de résistance efficaces. On peut facilement rassurer à une séparation radicale, gallicanisme de plus en plus en plus la France, et nous laisser l'œuvre d'émancipation progressive qui a été commencée il y a déjà tant de siècles, et qui a abouti au concordat. Il n'y a pour cela rien à marcher dans la voie tracée. Il, avec-elle par les événements, pas prêtant ne reviendrons pas à la tradition française et gallicanisme, par ce ne sont quelle déviations inexplicables, à vrai dire, de notre histoire, dues à l'esprit romain de la cour à une séparation qui correspondrait à la

---

fois les intérêts de la France et ceux du catholicisme. En attendant, nous désirerons, bien que nous ne voulons pas entrer quant à présent dans le fond du débat, une grave objection à M. Cayla.

Il a vous dabe de l'Empereur le chef de la religion en France. Est-ce bien à un partisan de la séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel à proposer une pareille solution ? Est-ce pousser le Pape, en ouvrant un appel à la fois et souverain temporel, et voilà que nous donnons à l'Empereur les deux couronnes, ayons logiques : pourquoi vouloir faire en France ce contre qu'il nous nous dit-vous à Rome ?

Nous croyons donc que le titre que M. Cayla a donné à sa brochure lui a déjà nuisi un chevet. L'Empereur a déjà bien assez de pouvoir sans que l'on ait besoin d'en demander d'autres pour lui. Pape et Empereur, c'est vraiment trop, quelle que soit la bonne volonté !

Notre position bien arrêtée en ce point, c'est que l'Etat ne doit jamais avoir à agir en matière religieuse que comme simple protecteur de la liberté de conscience ; c'est qu'il tolère et protége également les cultes israélite, protestant, catholique, musulman et autres, non seulement contre qui veulent les attaquer, mais contre eux-mêmes en les forçant à vivre en paix les uns avec les autres et à ne pas troubler la paix publique.

Dans ce système de neutralité, l'Empereur n'a nulle espèce de juridiction à faire payer. Il est à vrai chef de l'Etat. Le maintien de l'ordre fait son affaire comme le protestantisme, comme le judaïsme, comme l'islamisme. Avec le système de M. J.-M. Cayla nous serions forcé à une nouvelle religion de l'Etat et nous ne voulons pas de nouvelle prêtrise, pas plus que nos pères de 89, pas plus que nos ancêtres de 1682.

Liberté de conscience, voilà le vieux drapeau de nos pères auquel la *Siècle* restera fidèle ! Nous ne voulons pas en faire le sacrifice à la religion d'Etat ; nous ne voulons pas que le Pape soit même petit souverain temporel ; à plus forte raison repousserons-nous le Pape-Empereur.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles pour les Carolinades.

Charleston, 27 déc.—La gouverneur de la Caroline du Sud a ordonné que les deux services de compagnies militaires de la Georgie, de l'Alabama et de l'intérieur. On en attend demain.

Nouvelles de Washington.

Washington, 27 déc.—Le général Scott dit que le major Anderson, en abandonnant le fort Moultrie pour se renfermer au fort Sumpter, a fait une manœuvre militaire de premier ordre et qu'il a agi avec la plus grande modération. Beaucoup de personnes ont blâmé ce qu'il proposera pour sauver l'Union et la république.

Vote populaire de l'Union.—Vote des chiffres officiels de l'élection présidentielle :

Vote total dans les Etats du Sud.. 1,253,644
" Etats du Nord.. 2,866,992

Vote total de l'Union..... 4,719,548
Vote pour Lincoln..... 1,864,986

Majorité dans l'Union contre Lincoln.. 1,981,948

Il est étrange que les adversaires des républicains ayant une majorité claire de plus d'un million, on leur de s'entendre pour vaincre l'un d'eux commun dans l'Union, se divisent à l'infini et échouent dans la partie.

Théatre de l'Opéra—Marthe. La représentation de ce soir aura une des plus brillantes de la saison. Mlle Adelina Patti jouera le rôle de *Marthe*, qui lui a valu un si magnifique succès mercredi dernier. Rien de plus merveilleux que le talent de cette grande artiste, rien de plus fin et de plus charmant que sa voix et son jeu dramatique. Nous recommandons aux amateurs de musique qui désirent revoir la chef nominal, et l'on applaudissait au rapprochement de la simplicité de l'ancien primitive.

Pour le qui concerne spécialement la France, le chef de l'Etat dirigeait nos ressources dans l'administration de cette.

Paris dans le centre et le cœur de la France, l'archevêque de Paris serait nommé grand aumônier.

Chaque année un conseil économique se réunirait pour statuer sur l'état de cette opération.

Un conseille serait présidé par le grand-patriarche, délégué par le chef de l'Etat.

Les diocèses n'auraient aucunement souverains, mais pourraient lui chaque année, selon les besoins des diocèses.

Le pape pourrait se faire représenter dans les conseils par des cardinaux et des évêques qui n'auraient que voix consultative.

Il y aurait douze archevêques nommés directement par le chef de l'Etat et qui formeraient entre le tout le conseil du patriarche.

Les dotations actuelles seraient maintenues à la condition qu'elle soient employées au culte religieux.

Ainsi, pensait, les prêtes seraient élus par le suffrage universel. Les communes auraient plusieurs électeurs pour chaque canton, ces électeurs se réuniraient au chef-lieu et choisiraient à l'élection de l'évêque, qui devrait jouir de ce qualité de Français. De simples prêtres seraient éligibles, comme cela se pratiquait dans les premiers temps de l'Eglise.

Les curés de canton seraient nommés par les curés de ce canton.

Les curés de commune seraient élus par les habitants de la localité."

Nous ne voulons pas juger ce système sous l'empereur seulement, pour montrer jusqu'à quel point l'habitabilité de nos idées gagne de grande. C'est leur faute, c'est la faute de leurs excès si cette grande question de la séparation agite et trouve des adhérents.

On comprendra que nous ne voulîmes pas entrer dans le fond du débat. Nous disons seulement que nous croyons qu'il y a dans la conscience de la France une tendance qui explique cette idée de séparation. La permanence de la lutte entre l'esprit ultramontain et l'esprit gallican remplit notre histoire. Mais, probablement à cause de cela, pour personne que l'on peut trouver dans ces mêmes traditions des moyens de résistance efficaces. On peut facilement rassurer à une séparation radicale, gallicanisme de plus en plus en plus la France, et nous laisser l'œuvre d'émancipation progressive qui a été commencée il y a déjà tant de siècles, et qui a abouti au concordat. Il n'y a pour cela rien à marcher dans la voie tracée. Il, avec-elle par les événements, pas prêtant ne reviendrons pas à la tradition française et gallicanisme, par ce ne sont quelle déviations inexplicables, à vrai dire, de notre histoire, dues à l'esprit romain de la cour à une séparation qui correspondrait à la

---

fois les intérêts de la France et ceux du catholicisme. En attendant, nous désirerons, bien que nous ne voulons pas entrer quant à présent dans le fond du débat, une grave objection à M. Cayla.

Il a vous dabe de l'Empereur le chef de la religion en France. Est-ce bien à un partisan de la séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel à proposer une pareille solution ? Est-ce pousser le Pape, en ouvrant un appel à la fois et souverain temporel, et voilà que nous donnons à l'Empereur les deux couronnes, ayons logiques : pourquoi vouloir faire en France ce contre qu'il nous nous dit-vous à Rome ?

Nous croyons donc que le titre que M. Cayla a donné à sa brochure lui a déjà nuisi un chevet. L'Empereur a déjà bien assez de pouvoir sans que l'on ait besoin d'en demander d'autres pour lui. Pape et Empereur, c'est vraiment trop, quelle que soit la bonne volonté !

Notre position bien arrêtée en ce point, c'est que l'Etat ne doit jamais avoir à agir en matière religieuse que comme simple protecteur de la liberté de conscience ; c'est qu'il tolère et protége également les cultes israélite, protestant, catholique, musulman et autres, non seulement contre qui veulent les attaquer, mais contre eux-mêmes en les forçant à vivre en paix les uns avec les autres et à ne pas troubler la paix publique.

Dans ce système de neutralité, l'Empereur n'a nulle espèce de juridiction à faire payer. Il est à vrai chef de l'Etat. Le maintien de l'ordre fait son affaire comme le protestantisme, comme le judaïsme, comme l'islamisme. Avec le système de M. J.-M. Cayla nous serions forcé à une nouvelle religion de l'Etat et nous ne voulons pas de nouvelle prêtrise, pas plus que nos pères de 89, pas plus que nos ancêtres de 1682.

Liberté de conscience, voilà le vieux drapeau de nos pères auquel la *Siècle* restera fidèle ! Nous ne voulons pas en faire le sacrifice à la religion d'Etat ; nous ne voulons pas que le Pape soit même petit souverain temporel ; à plus forte raison repousserons-nous le Pape-Empereur.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles pour les Carolinades.

Charleston, 27 déc.—La gouverneur de la Caroline du Sud a ordonné que les deux services de compagnies militaires de la Georgie, de l'Alabama et de l'intérieur. On en attend demain.

Nouvelles de Washington.

Washington, 27 déc.—Le général Scott dit que le major Anderson, en abandonnant le fort Moultrie pour se renfermer au fort Sumpter, a fait une manœuvre militaire de premier ordre et qu'il a agi avec la plus grande modération. Beaucoup de personnes ont blâmé ce qu'il proposera pour sauver l'Union et la république.

Vote populaire de l'Union.—Vote des chiffres officiels de l'élection présidentielle :

Vote total dans les Etats du Sud.. 1,253,644
" Etats du Nord.. 2,866,992

Vote total de l'Union..... 4,719,548
Vote pour Lincoln..... 1,864,986

Majorité dans l'Union contre Lincoln.. 1,981,948

Il est étrange que les adversaires des républicains ayant une majorité claire de plus d'un million, on leur de s'entendre pour vaincre l'un d'eux commun dans l'Union, se divisent à l'infini et échouent dans la partie.

Théatre de l'Opéra—Marthe. La représentation de ce soir aura une des plus brillantes de la saison. Mlle Adelina Patti jouera le rôle de *Marthe*, qui lui a valu un si magnifique succès mercredi dernier. Rien de plus merveilleux que le talent de cette grande artiste, rien de plus fin et de plus charmant que sa voix et son jeu dramatique. Nous recommandons aux amateurs de musique qui désirent revoir la chef nominal, et l'on applaudissait au rapprochement de la simplicité de l'ancien primitive.

Pour le qui concerne spécialement la France, le chef de l'Etat dirigeait nos ressources dans l'administration de cette.

Paris dans le centre et le cœur de la France, l'archevêque de Paris serait nommé grand aumônier.

Chaque année un conseille économique se réunirait pour statuer sur l'état de cette opération.

Un conseille serait présidé par le grand-patriarche, délégué par le chef de l'Etat.

Les diocèses n'auraient aucunement souverains, mais pourraient lui chaque année, selon les besoins des diocèses.

Le pape pourrait se faire représenter dans les conseils par des cardinaux et des évêques qui n'auraient que voix consultative.

Il y aurait douze archevêques nommés directement par le chef de l'Etat et qui formeraient entre le tout le conseil du patriarche.

Les dotations actuelles seraient maintenues à la condition qu'elle soient employées au culte religieux.

Ainsi, pensait, les prêtes seraient élus par le suffrage universel. Les communes auraient plusieurs électeurs pour chaque canton, ces électeurs se réuniraient au chef-lieu et choisiraient à l'élection de l'évêque, qui devrait jouir de ce qualité de Français. De simples prêtres seraient éligibles, comme cela se pratiquait dans les premiers temps de l'Eglise.

Les curés de canton seraient nommés par les curés de ce canton.

Les curés de commune seraient élus par le suffrage universel de la localité."

Nous ne voulons pas juger ce système sous l'empereur seulement, pour montrer jusqu'à quel point l'habitabilité de nos idées gagne de grande. C'est leur faute, c'est la faute de leurs excès si cette grande question de la séparation agite et trouve des adhérents.

On comprendra que nous ne voulîmes pas entrer dans le fond du débat. Nous disons seulement que nous croyons qu'il y a dans la conscience de la France une tendance qui explique cette idée de séparation. La permanence de la lutte entre l'esprit ultramontain et l'esprit gallican remplit notre histoire. Mais, probablement à cause de cela, pour personne que l'on peut trouver dans ces mêmes traditions des moyens de résistance efficaces. On peut facilement rassurer à une séparation radicale, gallicanisme de plus en plus en plus la France, et nous laisser l'œuvre d'émancipation progressive qui a été commencée il y a déjà tant de siècles, et qui a abouti au concordat. Il n'y a pour cela rien à marcher dans la voie tracée. Il, avec-elle par les événements, pas prêtant ne reviendrons pas à la tradition française et gallicanisme, par ce ne sont quelle déviations inexplicables, à vrai dire, de notre histoire, dues à l'esprit romain de la cour à une séparation qui correspondrait à la

---

fois les intérêts de la France et ceux du catholicisme. En attendant, nous désirerons, bien que nous ne voulons pas entrer quant à présent dans le fond du débat, une grave objection à M. Cayla.

Il a vous dabe de l'Empereur le chef de la religion en France. Est-ce bien à un partisan de la séparation entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel à proposer une pareille solution ? Est-ce pousser le Pape, en ouvrant un appel à la fois et souverain temporel, et voilà que nous donnons à l'Empereur les deux couronnes, ayons logiques : pourquoi vouloir faire en France ce contre qu'il nous nous dit-vous à Rome ?

Nous croyons donc que le titre que M. Cayla a donné à sa brochure lui a déjà nuisi un chevet. L'Empereur a déjà bien assez de pouvoir sans que l'on ait besoin d'en demander d'autres pour lui. Pape et Empereur, c'est vraiment trop, quelle que soit la bonne volonté !

Notre position bien arrêtée en ce point, c'est que l'Etat ne doit jamais avoir à agir en matière religieuse que comme simple protecteur de la liberté de conscience ; c'est qu'il tolère et protége également les cultes israélite, protestant, catholique, musulman et autres, non seulement contre qui veulent les attaquer, mais contre eux-mêmes en les forçant à vivre en paix les uns avec les autres et à ne pas troubler la paix publique.

Dans ce système de neutralité, l'Empereur n'a nulle espèce de juridiction à faire payer. Il est à vrai chef de l'Etat. Le maintien de l'ordre fait son affaire comme le protestantisme, comme le judaïsme, comme l'islamisme. Avec le système de M. J.-M. Cayla nous serions forcé à une nouvelle religion de l'Etat et nous ne voulons pas de nouvelle prêtrise, pas plus que nos pères de 89, pas plus que nos ancêtres de 1682.

Liberté de conscience, voilà le vieux drapeau de nos pères auquel la *Siècle* restera fidèle ! Nous ne voulons pas en faire le sacrifice à la religion d'Etat ; nous ne voulons pas que le Pape soit même petit souverain temporel ; à plus forte raison repousserons-nous le Pape-Empereur.

CHRONIQUE LOCALE.

Meeting pour la coopération.—Il y a eu, hier soir, un meeting imposant des amis de l'action unie du Sud, dans la Salle des Odd-Fellows. Il a été organisé par M. Adolphe Mazureau, qui a nommé pour président M. Alexander Rowley, ainsi qu'une longue liste de vices-présidents et de secrétaires.

MM. D. F. Jones et R. H. Marr ont harangué le meeting et après eux, l'éloquente Randall Hunt a prononcé un discours éloquent qui a été chaudement applaudi à plusieurs reprises.

Arrestation de Robinson.—Hier soir, vers sept heures, Robinson, alias Charley Gordon, alias Johnson, a été mandé d'une façon toute particulière et entièrement sûr de sa bonne foi, depuis quelques jours, n'est pas favorable à se voisier d'arrêter et qui est venu spontanément se mêler à la vie à qui est probable, mort sur un nommé provisoirement. Cette providence n'est autre qu'un nommé F. Dougherty, surveillant des écuries de *Dr Minott*, aidé de watchman de nuit James Fleming.

Entre les écuries et le café de Lyon, rue Perdido, entre Penn et Dryades, on trouve une maison en bois, après à deux étages inoccupée depuis longtemps. Dougherty qui a l'habitude de ces écuries, fut fort surpris de voir une lumière à une fenêtre du second étage. Il entra, monta sans se remarquer à Fleming et tous deux, quelques minutes après, virent un homme ouvrir la fenêtre et se sauver précipitamment par le toit.

Ils réordonnent de connaître l'origine de cette apparition dans cette et pénétrèrent dans la maison. En visitant l'une des chambres du second étage Dougherty regarde dans un lit et y aperçut un homme. Son attention fut éveillé, on je vous fais tenter le tête. Robinson sortit et Fleming le saisit par l'épaule et l'arrêta. Le prisonnier ne fit en rien de résistance et se laissa emmener par le.

Libarté de conscience, voilà le vieux drapeau de nos pères auquel la *Siècle* restera fidèle ! Nous ne voulons pas en faire le sacrifice à la religion d'Etat ; nous ne voulons pas que le Pape soit même petit souverain temporel ; à plus forte raison repousserons-nous le Pape-Empereur.

Dépêches Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE.

Nouvelles pour les Carolinades.

Charleston, 27 déc.—La gouverneur de la Caroline du Sud a ordonné que les deux services de compagnies militaires de la Georgie, de l'Alabama et de l'intérieur. On en attend demain.

Nouvelles de Washington.

Washington, 27 déc.—Le général Scott dit que le major Anderson, en abandonnant le fort Moultrie pour se renfermer au fort Sumpter, a fait une manœuvre militaire de premier ordre et qu'il a agi avec la plus grande modération. Beaucoup de personnes ont blâmé ce qu'il proposera pour sauver l'Union et la république.

Vote populaire de l'Union.—Vote des chiffres officiels de l'élection présidentielle :

Vote total dans les Etats du Sud.. 1,253,644
" Etats du Nord.. 2,866,992

Vote total de l'Union..... 4,719,548
Vote pour Lincoln..... 1,864,986

Majorité dans l'Union contre Lincoln.. 1,981,948

Il est étrange que les adversaires des républicains ayant une majorité claire de plus d'un million, on leur de s'entendre pour vaincre l'un d'eux commun dans l'Union, se divisent à l'infini et échouent dans la partie.

Théatre de l'Opéra—Marthe. La représentation de ce soir aura une des plus brillantes de la saison. Mlle Adelina Patti jouera le rôle de *Marthe*, qui lui a valu un si magnifique succès mercredi dernier. Rien de plus merveilleux que le talent de cette grande artiste, rien de plus fin et de plus charmant que sa voix et son jeu dramatique. Nous recommandons aux amateurs de musique qui désirent revoir la chef nominal, et l'on applaudissait au rapprochement de la simplicité de l'ancien primitive.

Pour le qui concerne spécialement la France, le chef de l'Etat dirigeait nos ressources dans l'administration de cette.

Paris dans le centre et le cœur de la France, l'archevêque de Paris serait nommé grand aumônier.

Chaque année un conseille économique se réunirait pour statuer sur l'état de cette opération.

Un conseille serait présidé par le grand-patriarche, délégué par le chef de l'Etat.

Les diocèses n'auraient aucunement souverains, mais pourraient lui chaque année, selon les besoins des diocèses.

Le pape pourrait se faire représenter dans les conseils par des cardinaux et des évêques qui n'auraient que voix consultative.

Il y aurait douze archevêques nommés directement par le chef de l'Etat et qui formeraient entre le tout le conseil du patriarche.

Les dotations actuelles seraient maintenues à la condition qu'elle soient employées au culte religieux.

Ainsi, pensait, les prêtes seraient élus par le suffrage universel. Les communes auraient plusieurs électeurs pour chaque canton, ces électeurs se réuniraient au chef-lieu et choisiraient à l'élection de l'évêque, qui devrait jouir de ce qualité de Français. De simples prêtres seraient éligibles, comme cela se pratiquait dans les premiers temps de l'Eglise.

Les curés de canton seraient nommés par les curés de ce canton.

Les curés de commune seraient élus par le suffrage universel de la localité."

Nous ne voulons pas juger ce système sous l'empereur seulement, pour montrer jusqu'à quel point l'habitabilité de nos idées gagne de grande. C'est leur faute, c'est la faute de leurs excès si cette grande question de la séparation agite et trouve des adhérents.

On comprendra que nous ne voulîmes pas entrer dans le fond du débat. Nous disons seulement que nous croyons qu'il y a dans la conscience de la France une tendance qui explique cette idée de séparation. La permanence de la lutte entre l'esprit ultramontain et l'esprit gallican remplit notre histoire. Mais, probablement à cause de cela, pour personne que l'on peut trouver dans ces mêmes traditions des moyens de résistance efficaces. On peut facilement rassurer à une séparation radicale, gallicanisme de plus en plus en plus la France, et nous laisser l'œuvre d'émancipation progressive qui a été commencée il y a déjà tant de siècles, et qui a abouti au concordat. Il n'y a pour cela rien à marcher dans la voie tracée. Il, avec-elle par les événements, pas prêtant ne reviendrons pas à la tradition française et gallicanisme, par ce ne sont quelle déviations inexplicables, à vrai dire, de notre histoire, dues à l'esprit romain de la cour à une séparation qui correspondrait à la

---

Mercredi prochain 2 Janvier 1861

Le Soussigné, ayant vendu son établissement à M. Ch. Blazi, remercie sincèrement ses amis et connaissances de la confiance dont ils l'ont honoré pendant 20 ans qu'il a été à la tête de la maison, et les prie de la reporter sur son successeur.

Ch. BLAZI.

Fidèle à la promesse ci-dessus, M. Ch. Blazi a l'honneur d'informer le public et ses amis en particulier qu'il a repris l'ancien établissement de M. Ch. Blazi, No 83, rue de Chartres, entre Conti et Bienville, et qu'il a fait tous les changements nécessaires pour le rendre digne de la confiance et de la clientèle de son prédécesseur.

Il espère, par des soins assidus et une attention de tous les instants, mériter la confiance qu'il sollicite.

Ch. BLAZI.

Changement de domicile.

M. Ch. Blazi a l'honneur d'informer le public et ses amis en particulier qu'il a transféré son établissement de parfumerie, bijouterie, etc., de la rue de Chartres, No 83, au No 52, rue de Chartres, entre Conti et Bienville, où il espère, par des soins assidus et une attention de tous les instants, mériter la confiance qu'il sollicite.

Ch. BLAZI.

Changement de domicile.

M. Ch. Blazi a l'honneur d'informer le public et ses amis en particulier qu'il a transféré son établissement de parfumerie, bijouterie, etc., de la rue de Chartres, No 83, au No 52, rue de Chartres, entre Conti et Bienville, où il espère, par des soins assidus et une attention de tous les instants, mériter la confiance qu'il sollicite.

Ch. BLAZI.

CONVENTION D'ETAT.

TICKET DES DROITS DU SUD.

Délégués des districts sénatoriaux.

P. B. SONFORD.
W. R. ADAMS.
FELIX LABATUT.
Juge THOS H. KENNEDY.

Délégués des districts représentatifs.

1er District—ERROL J. SUMMER.
" " —ISAAC M. MARKS.
" " —S. S. TAPPAN.
2me " —DANIEL W. ADAMS.
" " —Ste A. F. ARSON.
3me " —Col. A. H. GLADDEN.
" " —JAMES McCLOSKEY.
" " —ROBT. W. ESTELS.
" " —J. S. SLOWSON.
4me " —M. O. H. HORTON.
5me " —JOHN PEMBERTON.
" " —JOSEPH HERNANDEZ.
" " —BERNARD AVEROCO.
7me " —Hon. Wm C. C. CLAIBORNE.
" " —DANIEL EDWARDS.
8me " —JOSEH G. KURTIS.
9me " —G SETH CLAYTON.
10me " —W. R. MILES.
" " —W. M. PERKINS.
" " —ALEX. WALKER.

M. l'Editeur.

Veuillez, s'il vous plaît, insérer les soussignés de votre journal que M. Auguste ARADIE est mon agent pour le District du Sud, à la Convention qui doit se réunir à Baton Rouge.

Nouvelle-Orléans le 7 janvier 1861.
Blanc—2jr

Ses nombreux amis.

Pour la Convention.

Messieurs les Editeurs,

Veuillez annoncer M. Charles BIENVENU comme candidat à la convention pour le district sénatorial composé de l'Incorporation, du Second, Jefferson et de la Paroisse d'Orléans (rive droite).

Blanc—2jr

AUX AMIS DE L'ACTION UNIE DU SUD.

Le comité désirant se réunir régulièrement tous les soirs, à 7 heures, dans la salle encombrée par les cours de Comp et Méthode. L'entrée sera libre pour tous les visiteurs désirant s'instruire de la question politique du jour. Le comité espère donc voir un grand nombre de membres présents.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1860.

CONFORMEMENT à une invitation du Comité Central, les membres de la société des Droits du Sud en Louisiane, sont priés de se réunir à leur quartier de cette ville, ce soir (samedi) à 7½ heures P. M., pour la nomination de délégués à la Convention de l'Etat, à la Convention qui doit se réunir à Baton Rouge le 7 janvier prochain.

Par ordre du Président,
J. H. PHILIPS, Secrétaire.
GEO. A. BISCHOFF, Chairman.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1860.

CONFORMEMENT à une invitation du Comité Central, les membres de la société des Droits du Sud en Louisiane, sont priés de se réunir à leur quartier de cette ville, ce soir (samedi) à 7½ heures P. M., pour la nomination de délégués à la Convention de l'Etat, à la Convention qui doit se réunir à Baton Rouge le 7 janvier prochain.

Par ordre du Président,
J. H. PHILIPS, Secrétaire.
GEO. A. BISCHOFF, Chairman.

Nouvelle-Orléans, 19 décembre 1860.

CONFORMEMENT à une invitation du Comité Central, les membres de la société des Droits du Sud en Louisiane, sont priés de se réunir à leur quartier de cette ville, ce soir (samedi) à 7½ heures P. M., pour la nomination de délégués à la Convention de l'Etat, à la Convention qui doit se réunir à Baton Rouge le 7 janvier prochain.

Par ordre du Président,
J. H. PHILIPS, Secrétaire.
GEO. A. BISCHOFF, Chairman.

Ordre No. 9.

BATAILLON DES GARDES D'ORLEANS.

ATTENTION!

Les hommes d'élite de ce Bataillon sont priés de se rendre pour les offices, à une heure précise, au Quartier, rue Conti, entre les rues Carondelet et Dauphine, pour les offices et une revue.

Par ordre du Major,
CHARLES MASSIEU.

GRAND SACRIFICE!

BIJOUTERIE.

Par P. N. Rivera,

Remplacant Rivera, Bayolle et St-Pierre,

Va le subir volontairement, à cause de vendre au plus grand sacrifice son fond de

BIJOUTERIE FINE,

En comprenant de

Montres curieuses de diamants et autres,
Breloques, Diamants, Boucles-d'oreilles, Bagues,
Pour dames et enfants.

BROCHES de fantaisie, et à perles fines genre,
COEURS ornés pour migraine et aux maladies du sang.
CEINTURES dans tous les genres pour dames et enfants, le plus variés et le plus recherché de cesse, différents modèles.
COUVERTS en argent, timbalière, etc, pour enfants.

Les personnes qui ont des dettes à offrir feront bien de venir juger pour elles-mêmes de la bon ne des marchandises et de l'extrême modicité des prix de M. Rivera.

20 déc—3f

LOUIS METRAL.

Banque de la Louisiane.

Nlle-Orléans, 24 déc, 1860.

LA paie du premier Tuteur du sont la Banque de la Louisiane, sera effectuée à partir de ce jour, aux bureaux de la Banque, rue Royale, entre Conti et Bienville.

Les PP. FRANCS Maçons de cet Or.... sont invités à assister à la cérémonie, qu'elle aura lieu aujourd'hui à la loge de la rue Carondelet.

LOUIS METRAL,
Secrétaire.

Banque de la Louisiane.

Nlle-Orléans, 24 déc, 1860.

LA paie du premier Tuteur du sont la Banque de la Louisiane, sera effectuée à partir de ce jour, aux bureaux de la Banque, rue Royale, entre Conti et Bienville.

Les PP. FRANCS Maçons de cet Or.... sont invités à assister à la cérémonie, qu'elle aura lieu aujourd'hui à la loge de la rue Carondelet.

LOUIS METRAL,
Secrétaire.

Compagnie de Chemin de Fer de Pontchartrain.

Bureau du Secrétaire, 26 décembre 1860.

L'ELECTION pour les Directeurs de cette Compagnie aura lieu, conformément à la charte, le 10 janvier prochain, entre les heures de 10 heures de matin, à 3 heures de soir, au bureau de la Compagnie, rue Royale, entre Bienville et Marigny.

26 déc—10j ALFRED SOUBIES, Secrétaire.

BUREAU DU CANAL CARONDELET ET DE LA COMPAGNIE DE NAVIGATION.

Nouvelle-Orléans, 26 décembre 1860.

CONFORMEMENT aux résolutions des Directeurs et Commissaires des susdites Compagnies, passées le 24 décembre 1860, des propriétaires de Bateaux à vapeur et autres, sont requis de se présenter au bureau de la Compagnie, rue Carondelet, pour le 1er janvier prochain, pour y faire enregistrer leurs noms, afin de pouvoir participer à la distribution des dividendes qui seront déclarés à cette époque.

Ceux qui ne se présenteront pas dans le délai fixé ci-dessus, ne pourront participer à la distribution des dividendes qui seront déclarés à cette époque.

Les propriétaires de bateaux à vapeur qui ne se présenteront pas dans le délai fixé ci-dessus, ne pourront participer à la distribution des dividendes qui seront déclarés à cette époque.

Les propriétaires de bateaux à vapeur qui ne se présenteront pas dans le délai fixé ci-dessus, ne pourront participer à la distribution des dividendes qui seront déclarés à cette époque.

LOUIS GARDERE, Président.

AVIS.

Vendredi prochain, 28 courant, à 10 heures, sur le Banquette, devant le Bureau de la Compagnie, rue Carondelet, il sera vendu au plus offrant et dernier enchérisseur, pour compte de qui il appartiendra, les objets suivants :

Un grand nomb